



## **Oral presentation**

### **Submission from the Ralliement contre la pollution radioactive (RCPR) and Stop Oléoduc Outaouais (SOO)**

In the Matter of the

#### **Canadian Nuclear Laboratories**

---

Application for the renewal of the Nuclear  
Research and Test Establishment Operating  
Licence for the Chalk River Laboratories

#### **Commission Public Hearing**

**January 23-25, 2018**

## **Exposé oral**

### **Mémoire du Ralliement contre la pollution radioactive (RCPR) et de Stop Oléoduc Outaouais (SOO)**

À l'égard des

#### **Les Laboratoires Nucléaires Canadiens**

---

Demande de renouvellement du permis  
d'exploitation d'établissement de recherche  
et d'essais nucléaires pour les Laboratoires  
de Chalk River

#### **Audience publique de la Commission**

**23-25 janvier 2018**



Mémoire sur le renouvellement du permis  
des Laboratoires nucléaires canadiens à Chalk River,  
soumis à la Commission canadienne de sûreté nucléaire

par

le Ralliement contre la pollution radioactive (RCPR)

et

Stop Oléoduc Outaouais (SOO)



Le 10 décembre 2017

Mesdames et messieurs les commissaires de la sûreté nucléaire du Canada, le Ralliement contre la pollution radioactive (RCPR) et Stop Oléoduc Outaouais (SOO) vous soumettent les commentaires suivants sur la demande de renouvellement du permis d'exploitation des Laboratoires nucléaires canadiens qui est présentement soumise à votre examen et sur les documents qui l'appuient. Nous demandons aussi à témoigner verbalement lors des audiences prévues à cet effet en janvier 2018.

## **1) Une situation de conflit d'intérêts**

Nous avons apprécié la franchise du personnel de la Commission qui reconnaît, à l'alinéa 2.1 de ses commentaires, que le plan de développement des Laboratoires nucléaires canadiens est fondamentalement un projet du Gouvernement du Canada. Dans le contrat Go-Co qu'il a conclu avec les Laboratoires nucléaires canadiens en 2015, le Gouvernement oblige son partenaire privé à contribuer à la relance de l'industrie nucléaire et à aménager un site à flanc de colline pour l'entreposage définitif des déchets radioactifs. Dans le même document, le Gouvernement exigeait aussi qu'on devance à la fois le déclassement des installations vétustes de Chalk River et la restauration environnementale des zones radioactives.

En d'autres termes, notre analyse ne peut ignorer le fait que la Commission canadienne de sûreté nucléaire est ici en conflits d'intérêts. Le projet sur lequel vous devez vous prononcer est soumis par le même Gouvernement de qui vous tenez votre autorité. Cela vous oblige à un effort particulier de transparence et de vigilance. Cela oblige aussi les citoyens canadiens à redoubler de minutie et d'attention dans l'examen de ce dossier.

## **2) Le manque de transparence des Laboratoires nucléaires canadiens**

À titre de mandataires du Gouvernement canadien financés par les fonds publics, les Laboratoires nucléaires canadiens sont tenus à des normes de transparence bien supérieures à celles que prévoit votre projet de permis. Sauf erreur, ils sont la seule compagnie « privée » du Canada qui soit soumise à la loi canadienne sur l'accès à l'information, comme nous l'a récemment confirmé le responsable de cet accès au sein d'Énergie atomique du Canada Ltée. À ce titre, il ne leur suffit pas d'avoir un bon service de relations publiques comme l'exige votre règlement RD/GD-99.3; ils ont aussi le devoir de donner accès à leurs documents officiels même quand ils préféreraient les garder confidentiels.

Pourtant, les Laboratoires nucléaires canadiens n'indiquent nulle part qu'ils ont cette obligation de rendre accessibles leurs documents officiels, en vertu de la Loi sur l'accès à l'information. Ni leur site internet, ni leur publicité n'en font mention. Le

nom de leur compagnie n'apparaît même pas à la liste officielle des organismes qui sont soumis à cette loi sur le site pertinent du Gouvernement!

Ces lacunes importantes semblent avoir totalement échappé au personnel de la Commission qui se contente de louer la qualité du *public information and disclosure program (PIDP)* à l'alinéa 4.5 de ses commentaires sur la situation à Chalk River. Votre personnel affirme même que cette politique est disponible sur le site internet des Laboratoires nucléaires canadiens ...même si nous ne l'y avons pas trouvée.

Nous demandons donc que la Commission de sûreté nucléaire renforce les exigences de son projet de permis à l'item G6 qui porte sur le *public information and disclosure program*, en page 10 du projet de *Handbook* de Chalk River. **Nous demandons que le permis et le handbook imposent clairement l'obligation de respecter non seulement votre règlement RD/GD-99.3 mais aussi la Loi canadienne sur l'accès à l'information.**

Cet ajout ne changera peut-être pas le devoir de divulgation des Laboratoires nucléaires canadiens mais il illustrerait clairement l'importance que votre Commission accorde à la transparence. En outre, votre personnel devrait au moins vérifier comment le détenteur du permis s'acquitte de cette obligation de divulgation documentaire, ce qu'il ne fait manifestement pas en ce moment.

### 3) La frustrante opacité du projet de permis

La Commission introduit cette année un nouveau format de permis tellement succinct et générique qu'il a été complètement vidé de son contenu.

Le permis proposé tient en deux pages à peine où l'on énumère simplement les grandes catégories d'activités que les Laboratoires nucléaires canadiens peuvent poursuivre à Chalk River ainsi que la **liste** des divers plans ou programmes qu'ils doivent élaborer, maintenir et appliquer. Pas un mot sur les objectifs à atteindre. Pas un mot non plus sur les caractéristiques minimales de ces nombreux programmes consacrés à la gestion des déchets, aux mesures d'urgence, à la santé au travail, à la protection incendie, à la protection du public, etc..

Tout le contenu normatif se retrouve donc relégué dans le *Licence conditions handbook* où l'on prétend définir la portée de ce permis particulier, ses objectifs, les normes applicables, etc.

Là encore, nous avons pourtant trouvé un texte presque « vide » : la plupart des objectifs et des normes applicables ne sont définies que par référence à d'autres documents dont on n'énumère que les titres. Ce sont souvent des lois ou des

règlements existants. Mais cela peut aussi être de simples documents internes des Laboratoires nucléaires canadiens ou des normes volontaires de l'industrie nucléaire (élaborées au sein du Groupe CSA par exemple).

Plusieurs de ces « obligations » proviennent donc de documents confidentiels que les Laboratoires nucléaires canadiens ont eux-mêmes soumis à l'appui de leur demande de permis. S'ils y ont fait des promesses ou pris des engagements, ces promesses font maintenant partie du permis, explique le *handbook*. S'ils ont cité une norme quelconque, cette norme aussi fait maintenant partie du permis.

En théorie, ce nouveau permis pourrait donc permettre à la Commission de suivre à la trace l'administration de Chalk River. La CCSN pourrait exiger le respect intégral de la moindre promesse puisque tout changement de pratique doit être porté à sa connaissance et requiert souvent un accord formel.

En pratique toutefois, réforme se fait surtout sous le thème de la flexibilité : à moins d'objections de la commission, les Laboratoires nucléaires canadiens pourront définir eux-mêmes les modalités qu'ils veulent appliquer. Le *Handbook* prévoit que certaines normes ne seront même pas en vigueur pendant la première année du nouveau permis, sans qu'on ne dise jamais pourquoi. Une fois le permis obtenu, il leur suffira souvent d'aviser la Commission s'ils apportent des changements mineurs à leurs engagements. S'ils désirent des modifications importantes, il leur suffira d'obtenir l'accord préalable de la CCSN. Tout sera tellement flexible que les programmes requis dans le permis n'auront même pas besoin d'être toujours codifiés par écrit, précise le *handbook*. Une simple pratique coutumière établie au fil des années peut faire l'affaire!

Le principal problème de cette nouvelle formule, c'est que tout se fera dans le secret, derrière des portes closes. Pourquoi nous consulter sur le contenu de ce permis, si nous ne pouvons même pas vérifier le détail des obligations qui devraient assurer notre santé et notre sécurité? Pourquoi nous consulter si toutes ces normes peuvent ensuite se modifier à notre insu?

Nous ne pouvons pas vous accorder une telle confiance aveugle au moment où le Gouvernement n'ose pas consulter clairement le public sur son projet de relance de l'industrie nucléaire; au moment où votre Commission est en conflit d'intérêts et sous la coupe des intérêts qu'elle devrait réglementer; au moment où les Laboratoires nucléaires canadiens dissimulent qu'ils sont soumis à la loi sur l'accès à l'information; au moment, enfin, où l'État confie son centre de recherches nucléaire à un conglomérat d'entreprises multinationales dont le contrat de gérance sera échu dans quelques années à peine.

Nous dénonçons donc avec véhémence cette consultation-bidon sur un renouvellement de permis dont la plupart des éléments normatifs sont enfouis dans des documents secrets rédigés par l'exploitant lui-même et dont on ne nous révèle que le titre!

Nous dénonçons un projet de permis qui impose la mise en place de programmes de sécurité dont le détail pourrait n'être même pas codifié précisément par écrit.

Nous dénonçons un projet de permis dont les obligations pourraient évoluer à notre insu dès que la commission et l'exploitant s'entendraient pour les changer, tacitement ou formellement.

#### **4) prolongeons donc le permis actuel!**

Dans ce contexte, nous ne voyons pas comment la Commission pourrait adopter légitimement un nouveau permis dont elle cache les détails au public.

Nous demandons qu'on reconduise simplement le permis actuel pour une durée limitée, avec quelques amendements mineurs au besoin.

Cela laisserait le temps à la Commission de justifier plus clairement l'opportunité de changer complètement le format de ses permis, avec ou sans *handbook*. Cela permettrait aussi de réaliser l'an prochain une véritable consultation publique pendant laquelle les citoyens auraient accès à toutes les exigences du nouveau permis et à tous les documents requis.

Ce futur permis devrait aussi prévoir un processus officiel efficace pour que le public puisse ensuite suivre et commenter toutes les modifications ultérieures du permis, du *handbook* et des autres documents normatifs éventuels.

#### **5) Le déclassé des installations**

Nous aimerions aussi souligner quelques autres éléments préoccupants qui ont retenu notre attention.

À la fin de l'alinéa 3.11.3.1 sur le déclassé des installations, le personnel de la Commission affirme que les édifices de Chalk River sont, « dans tous les cas », décontaminés suffisamment pour qu'on puisse ensuite les démolir sans précaution particulière.

Cette affirmation nous semble faussement rassurante compte tenu des informations selon lesquelles les Laboratoires nucléaires canadiens auraient déjà décidé de modifier cette pratique. Dès que leur dépotoir à flanc de colline sera disponible, ils s'apprêteraient à démolir leurs bâtiments sans aucune décontamination

préalable, puisqu'ils pourraient enfouir aussitôt ces matériaux dangereux dans le dépotoir.

Au paragraphe suivant, nous apprenons aussi que les Laboratoires nucléaires canadiens ont l'intention de laisser « in situ », dans le sol et dans les nappes d'eau de Chalk River, tous les déchets radioactifs qui se désintégreront suffisamment pour devenir inoffensifs en moins de 300 ans.

Nous en restons bouche bée. Dans notre naïveté, nous pensions que tous ces déchets à courte vie seraient au contraire entreposés dans le dépotoir à flanc de colline, compte tenu qu'il a justement une durée efficace d'environ 300 ans, sans qu'on puisse garantir son intégrité par la suite.

À quoi servira donc ce dépotoir, si on n'y dépose même pas les déchets à faible durée de vie?

Votre personnel semble aussi avoir compris, dans la phrase suivante, que les responsables de Chalk River s'engagent à récupérer, en 2400, le petit volume de ces contaminants « in situ » qui ne se seront pas assez désintégrés, afin de les transférer dans un site d'élimination adéquat.

Pourquoi ne pas faire de même pour les déchets qui resteront dangereux dans le dépotoir à flanc de colline quand il commencera à se désagréger, en 2400? Pourquoi ne pas concevoir le dépotoir pour que ce transfert soit possible et même facile à réaliser, en 2400?

## **6) La surveillance de la qualité des eaux**

Dans la section 3.9.3.1 sur la surveillance et le contrôle des émissions atmosphériques et des rejets aquatiques, le personnel de la Commission fait l'éloge du détenteur du permis, disant que tout était satisfaisant en 2015 et en 2016, même s'il y avait eu un rejet excessif d'iode-131 en 2013. On rappelle même la réduction des rejets de tritium et de strontium-90 en provenance de la piscine de combustible usé du réacteur NRU, au début de la présente décennie.

Par contre, pas un mot sur les teneurs astronomiques d'uranium ni sur l'acidité excessive que l'on mesure constamment depuis des années dans les déversements vers le lac Perch. Nous tirons ces données du tableau 6 de l'annexe 5.4-2 de l'étude environnementale sur le projet d'installation de gestion des déchets près de la surface. Selon les analyses d'eau effectuées au site PL2 à l'entrée du lac Perch entre 2010 et 2015, aucun test d'acidité n'a respecté la norme à cet endroit pendant toute cette période.



Quant aux teneurs en uranium dissout, elles étaient en moyenne 300 fois supérieures aux normes en 2015. Là encore, c'est une situation chronique : toutes les teneurs d'uranium mesurées à cet endroit depuis 2010 ont été excessives, avec une moyenne 150 fois plus élevée que le maximum acceptable.

Nous ne comprenons pas pourquoi cette situation persistante ne mérite même pas une mention dans le bilan des fonctionnaires de la CCSN lorsque vient le temps de renouveler le permis. Combien d'autres situations semblables la Commission de sûreté nucléaire passe-t-elle sous silence?

De toute évidence, il n'y a pas que les Laboratoires nucléaires canadiens qui aient un problème de transparence!

Le Ralliement contre la pollution radioactive  
par Gilles Provost

Stop Oléoduc Outaouais,  
Par Réal Lalande, coordonnateur